Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

# Face à la tempête: Les coulisses de la démission de Hariri et de la visite d'Al-Sadr à Téhéran (2/4)

Par Nidal Hamade
Mondialisation.ca, 15 novembre 2019
al-binaa.com

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Désinformation médiatique, Services de renseignements

Le Premier-ministre libanais, Saad Hariri, est rentré des Émirats arabes unis sans obtenir de subvention pour la Banque centrale du Liban, prétexte annoncé pour justifier sa visite à Abou Dhabi le 6 octobre dernier ; tandis que les manifestations démarraient en Irak et qu'au Liban, tout le monde attendait le mot de passe émirati pour annoncer la démission des ministres des Forces libanaises, dirigés par Samir Geagea, et des ministres du bloc de la Rencontre démocratique, dirigés par Walid Joumblatt, démissions censées entraîner la descente massive des Beyrouthins dans la rue.

Néanmoins, nos sources indiquent que les Émirats arabes unis n'étaient pas pressés de mettre à exécution leur plan [de déstabilisation du Liban, de l'Irak, de l'Iran et du Yémen ; Cf 1ère partie] se contentant de surveiller les manifestations en Irak et les réactions de la population. Mais un événement imprévu est venu bousculer leur plan et ceux de leurs collaborateurs au Liban : la décision du gouvernement libanais d'imposer une nouvelle taxe sur l'application mobile WhatsApp, décision ayant très vite amené à ce que la place Riad al-Solh et la place des Martyrs, du centre de Beyrouth, se trouvent bondées de manifestants.

Le 17 octobre, le mouvement populaire contestataire planifié par les Emirats arabes unis a donc eu lieu, mais trop tôt et à un moment inopportun, la situation en Irak n'ayant pas suffisamment mûri, le Yémen n'ayant pas encore bougé et l'arrestation de Rouhallah Zam ayant sapé le plan dans son volet iranien avant même qu'il ne commence.

Le 19 octobre, le chef des Forces libanaises a annoncé la démission des ministres de son mouvement du gouvernement libanais, comme prévu par le plan des Émirats. Mais cette démission s'est retrouvée orpheline, vu que Joumblatt a informé Hariri que les ministres du bloc de la Rencontre démocratique ne démissionneraient pas.

Le 21 octobre, le Premier ministre Hariri a prononcé un discours promettant un ensemble de réformes, mais les manifestations ne se sont pas calmées pour autant. Au contraire, elles se sont intensifiées avec, de surcroit, la participation des propres partisans de Hariri ; les pressions américaines reprenant de plus belle pour le pousser à la démission. En revanche, Joumblatt a eu sa part de pressions freinant son envie de faire démissionner ses ministres. Il s'est mis à attendre la démission de Hariri.

Et alors que le Hezbollah, le CPL [Courant Patriotique Libre créé par le Président Michel Aoun] et Amal [Mouvement dont le chef, Nabih Berri, est le Président de la Chambre des députés] offraient à Hariri toutes les assurances possibles pour qu'il ne présente pas la démission du gouvernement, tous piétinaient sur place en attendant l'issue de la situation

en Irak, en particulier les alliés de Washington au sein du gouvernement libanais.

En Irak, les alliés de l'Iran avaient rapidement réagi, le Premier-ministre irakien Adel Abdul Mehdi [nécessairement chiite du fait de la Constitution confessionnelle de Bremer de 2004 ; NdT] annonçant qu'il ne démissionnerait sous aucun prétexte. Déclaration faite dans la matinée du 27 octobre, alors que dans la soirée les États-Unis menaient leur opération d'assassinat du prétendu calife de Daech, Abou Bakr al-Baghdadi, reproduisant le scénario de l'assassinat de Ben Laden au début des manifestations dans les pays arabes, en 2010, avec la fuite de centaines de « qaïdistes armés » des prisons irakiennes. Sauf que dans ce cas, l'opération a coïncidé avec la fuite de centaines de « daechistes armés » des prisons kurdes en terre syrienne vers l'Irak, du fait de l'opération militaire turque dans le Nord de la Syrie. Ce faisant, les États-Unis ont mis fin à Daech, l'organisation notoirement connue, laissant le champ libre à Daech', organisation encore inconnue. Tel fut le message de Washington à Adel Abdul Mehdi pour avoir décidé de ne pas démissionner.

Deux jours plus tard, le 29 octobre, Moqtada al-Sadr [chef chiite du plus grand parti politique au Parlement irakien] quittait Beyrouth où il séjournait depuis plusieurs semaines, en direction de l'Irak. Quelques jours plus tard, il partait en Iran après que les services de renseignement iraniens l'aient informé, preuves indiscutables à l'appui, qu'il était la prochaine cible des États-Unis, afin d'échauffer la rue irakienne et mener l'Irak au point de non retour.

Le départ précipité d'Al-Sadr a annulé le pari émirati sur la discorde entre chiites irakiens et a fait qu'Adel Abdul Mehdi a commencé à revêtir les signes du pouvoir, jusqu'à défier ouvertement les manifestants et les amener à comprendre que les manifestations étaient manipulées et qu'elles ne les mèneraient vers aucun de leurs objectifs.

Parallèlement, le Hezbollah s'est mis à rassembler ses atouts sur la scène libanaise, étant

donné qu'il était devenu très clair que les pressions américaines révélées inefficaces en Irak, s'exerceraient désormais sur le Liban ; M. Hariri ayant informé le Hezbollah, Amal et le CPL de son intention de démissionner.

En effet, lors d'une réunion avec Ali Hassan Khalil [ministre libanais des Finances] et l'assistant politique du Secrétaire général du Hezbollah, Hussein al-Khalil, Hariri a fait allusion aux Américains en confiant qu'il subissait de fortes pressions le sommant de présenter la démission de son gouvernement. Le matin de sa démission, Nabih Berri a alors proposé que les deux « Khalil » soient désignés émissaires permanents auprès de lui, mais tel n'était pas l'avis du Secrétaire général du Hezbollah.

M. Saad Hariri a présenté la démission de son gouvernement le 4 novembre, laquelle a été immédiatement suivie d'une pression venue de la rue, avec la fermeture de la route côtière Beyrouth-Sud et de la route Beqaa-Beyrouth en plusieurs endroits. Face à cela, le Hezbollah a averti que la route du sud devait rester ouverte, sinon elle le serait par la force, ce qui a créé une sorte de fait accompli interdisant la fermeture complète de la route Beyrouth-Sud et de la route Beyrouth-Beqaa ; les mouvements occasionnels satisfaisant le besoin d'exister des uns ou des autres.

Sur le plan politique, Hariri a clairement opté pour un gouvernement de technocrates, sans partis politiques, dont il choisirait la majorité des membres ; ce qui signifie la sortie du Hezbollah du gouvernement. Proposition rejetée par le duo chiite [Amal et Hezbollah]. La pression médiatique s'est ensuite dirigée vers l'entourage du président de la République visant le renvoi de Gebran Bassil [ministre des Affaires étrangères du gouvernement démissionnaire]. Mais, suite aux consultations entre le président Michel Aoun et le Hezbollah, il a été décidé que Salim Jreissati [ministre d'État pour les Affaires de la présidence de la République] informerait Hariri que le CPL accepterait que Gebran Bassil ne soit pas ministrable à condition que lui-même ne préside plus le gouvernement. Hariri, furieux de la comparaison, a rappelé à M. Jreissati que le compromis présidentiel stipulait : Aoun, président de la République / Hariri, Premier-ministre.

Quant aux deux « Khalil », ils sont restés en contact permanent avec Hariri et ont conclu ensemble un accord de principe sur un gouvernement techno-politique. Hariri a cependant exigé que Gebran Bassil n'en fasse pas partie en tant que ministre, tout en demandant que le Hezbollah se charge de l'en informer. Il lui a été répondu que c'était à lui de s'en charger. Hariri en a alors informé le président de la République, lequel a refusé la proposition.

Et le Liban est entré dans une situation peu enviable à tout point de vue. Cependant, nous ferons deux remarques : actuellement, celui qui dirige directement la rue libanaise est Saad Hariri ; le Hezbollah a absorbé le choc des manifestations et se retrouve plus serein quant à l'évolution de la situation en Irak et au Yémen.

*À suivre en troisième partie : « Voici comment les Gardiens de la Révolution ont déjoué le volet iranien du plan de déstabilisation des Emirats arabes unis ».*

**Nidal Hamade**

Journaliste libanais (Paris)

14/11/2019

*Traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca*

**Source** : Al-Binaa (Liban)

https://www.al-binaa.com/archives/article/223104

***

La source originale de cet article est al-binaa.com
Copyright © Nidal Hamade, al-binaa.com, 2019

---

*Articles Par :* **Nidal Hamade**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca